

Pouvoir d'emprunt—Loi

gions à la pauvreté. Que veut-on ici au Canada? Un pays où seulement les riches de Montréal, Toronto et Vancouver ont la chance d'avoir un niveau de vie convenable?

Une voix: Vous êtes dans le syndrome de Schefferville.

Mme Marleau: Les Canadiens ont le droit de vivre dans toutes les régions du Canada, avec un niveau de vie convenable. Avec ce Budget, le gouvernement conservateur leur enlève ce droit.

[Traduction]

Le gouvernement nous façonne de manière à répondre aux exigences de l'Accord de libre-échange. Nous savons que la seule subvention qui soit définie dans l'Accord de libre-échange est celle qui concerne l'énergie. Nous savons que dans la définition des subventions, le gouvernement n'a pas à craindre que l'assurance-chômage soit incluse, car elle ne l'est pas.

Le développement régional est crucial pour ma région. Là encore, le financement est adapté aux exigences de l'Accord de libre-échange. Actuellement, la plupart des projets financés dans ma région se rattachent au tourisme. Certes, je suis heureuse que certains de ces projets soient financés, mais il nous faut davantage que du tourisme. L'industrie forestière est un bon exemple de secteur qui a grandement besoin d'aide pour survivre. En obtiendra-t-il? Non.

Les conservateurs renoncent à nos subventions avant même d'arriver à la table des négociations. Ils s'en prennent aussi au Canadien moyen en augmentant la taxe de vente fédérale. Ils ont également augmenté les taxes d'accise sur l'alcool, le tabac et l'essence notamment.

Laissez-moi vous expliquer ce qui arrive aux habitants des régions éloignées; pas seulement à ceux du nord de l'Ontario. Chaque cent d'augmentation du prix de l'essence par litre se répercute sur le coût des biens et services achetés dans le nord de l'Ontario. Leur coût est plus élevé à cause du transport.

Là le gouvernement fait coup double. La taxe de vente est diminuée, mais on l'ajoute à des coûts déjà supérieurs, au détriment des pauvres. Est-ce juste?

Il n'est pas étonnant que le ministre des Finances ait perdu le contrôle de son budget. Il devait être tellement désorienté ne sachant plus à qui il venait en aide et à qui il faisait du tort qu'il en a oublié de faire attention aux fuites. La fuite est déjà un problème grave, ce n'est pas aussi grave que la présentation du document. Le ministre devrait songer à donner sa démission après avoir déposé

un tel budget. Il s'en prend à tous les Canadiens, qui subiront les conséquences.

Il est inconcevable qu'on essaie d'adopter des lois qui font du tort à tous les Canadiens, et qu'en même temps on continue à accorder d'importantes subventions aux grosses entreprises et à encourager indirectement la consommation de nos ressources naturelles par les Américains. Le ministre des Finances aurait mieux servi les intérêts des Canadiens si le discours du budget au complet avait été perdu ou mis au rebut. Il aurait dû en faire un nouveau, en s'inspirant peut-être des réactions reçues. Il voudrait peut-être encore recueillir des réactions, car je pense qu'il reste du temps.

De toute évidence, il n'a pas sondé l'opinion de la population; il s'est surtout entretenu avec ses amis de Bay Street. S'il avait été au courant des besoins de la population, il n'aurait pas commis un tel budget.

Le gouvernement a trouvé un autre moyen d'imposer les Canadiens: demander à Postes Canada de lui verser des dividendes. Toute sublime qu'elle puisse sembler, cette idée provoquera une hausse du prix des timbres. Ce sera un nouvel impôt perçu par le gouvernement. C'est bel et bien une autre forme d'imposition. Une fois de plus, ce sont les simples Canadiens qui paieront la note.

Nous avons abordé le sujet des transferts aux provinces. Les gens de ma région se rappelleront que l'an dernier, ces paiements ont été réduits. La province a donc dû limiter ses paiements aux municipalités. Il est très difficile pour la municipalité d'obtenir ces fonds, comme les habitants du nord de l'Ontario le savent.

Nous savons aussi que la province n'a pas beaucoup de choix. Ce sera ou bien l'assurance-maladie, ou bien l'aide aux municipalités qui seront réduites. Une fois de plus, c'est le contribuable moyen qui écope. C'est un autre impôt.

Le gouvernement s'attaque-t-il vraiment à la dette, ou est-il en train d'adapter notre économie aux exigences du libre-échange? Lorsque nous examinons notre déficit et le rythme auquel il augmente, nous ne pouvons que penser que le gouvernement ne fera rien pour réduire le déficit cette année. Les ministériels ne réduisent pas leurs propres dépenses. L'argent ne manque pas pour financer les projets chers au premier ministre. L'argent ne manque pas pour faire l'éloge du gouvernement et vanter ses réalisations. Je vais vous donner un exemple de ses talents. La réforme fiscale devait simplifier l'impôt. Nous devions entrer dans une nouvelle ère fiscale. On peut voir dans le budget des dépenses, aux postes concernant l'impôt, que le gouvernement ajoute 226 années-